



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

08/10/2026

Le 6 octobre : un succès qui en appelle d'autres !

Plusieurs organisations syndicales, faisant le bilan de la journée du 6 octobre ont utilisé l'expression « la déferlante du 6 octobre ». Près de 500 000 manifestants dont 100 000 à Paris, plus de 2000 lycées bloqués ou mobilisés, 90 % des universités à l'arrêt. Une réussite totale prenant de court à la fois le gouvernement, ses alliés politiques et relais médiatiques, mais aussi les organisations syndicales, obligées de durcir leur discours.

Aux côtés des lycéens et étudiants, de nombreux syndicalistes étaient présents, de la CGT, de FO, de Solidaires, on en aurait même vu de la FSU et de la CFDT. Particulièrement dans la CGT, où la direction et le congrès ont décidé la pause dans la lutte des classes, l'envie d'en découdre avec le Capital et ses fondés de pouvoir Macron, Lecornu, Geffray ou Nuñez transparaît dans cette participation active et nombreuse. Cela démontre un vrai souci de la jeunesse, un vrai sens de la solidarité, mais aussi la ruée vers des luttes indirectes, faute de luttes directes.

Ce mouvement, nous l'avons écrit dans notre communiqué, est riche de perspective. Il est une brèche ouverte dans le dispositif de casse des conquêtes sociales du Capital et de ses mandants. Il est désormais à l'ordre du jour de faire grandir la brèche. On peut compter sur les lycéens et étudiants pour s'en charger. La FSE le disait dans un post au soir du 6 octobre : « *On continue toute la journée, demain, tous les jours jusqu'au 17 et encore après ! Seul le rapport de force rendra notre université gratuite et ouverte à tous, et nous donnera des profs et des lycées en bon état, alors rejoins la mobilisation !* ».

Mais l'élargissement est aussi à l'ordre du jour, c'est-à-dire la convergence des luttes. Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, la tâche des travailleurs, des militants syndicaux en premier lieu, n'est plus seulement d'aller aider et soutenir les lycéens, mais de construire son propre mouvement de grève, qui vienne s'ajouter à la lutte de la jeunesse. Et, si tous les obstacles sont devant nous, à commencer par le principal, l'intersyndicale permanente décrétant une journée de grève contre le budget le 5 novembre, des frémissements se font sentir.

Enfin, ne croyons pas que la jeunesse française soit isolée. Des manifestations et des luttes similaires ont lieu en ce moment en Allemagne, en Italie et en Belgique, qui donnent lieu à une répression également très violente.

Le mouvement est un espoir pour tous les salariés des services publics et tous les usagers, il réclame des moyens en profs, en locaux, en termes d'effectifs par classe. Mais il est aussi un espoir pour ceux qui voudraient d'une École sortant du champ de l'appareil idéologique d'État et du tri social. Il réclame, souvent involontairement, une autre École, loin des besoins du Capital, à partir des besoins humains, en formation et en acquis pour s'émanciper.

La répression policière : le seul moyen du pouvoir afin d'éteindre le feu qui gronde !

La répression policière subie les lycéens est inédite. Elle est pire que celle contre les gilets jaunes, d'abord parce qu'il y avait eu un temps de latence avant que Philippe et son gouvernement ne décident de les massacrer, ensuite, parce que des années ont passé et la force de répression numéro 1 de l'État impérialiste français, la police, est en roue libre, galvanisée par la perspective de la loi « permis de tuer » et couverte par la force de répression numéro 2, la justice. Ainsi, par exemple, un policier en civil est surpris en train de tenter de casser un abribus et, le procureur de Reims, le couvre. Ce sont des mains arrachées, des yeux crevés, des dents brisées, des centaines de tabassages en règle, des milliers d'interpellations, des gamins de 15 ans menottés. Cette aggravation de la répression est très claire avec les chiffres officiels : en deux semaines, nous avons assisté à 5060 gardes à vue, dont 4400 mineurs. En comparaison, le mouvement des Gilets jaunes, en 2018-2019 avait donné lieu à 6730

GAV en un an ; les manifestations contre la loi Travail, en 2016, à 890 GAV en trois mois et le mouvement anti-CPE, en 2006, à 1920 (GAV) en six mois.

Le double appareil répressif (police et justice) de l'État impérialiste français est autant à la manœuvre, car la démarche et les revendications des lycéens et étudiants rendent impossible toute possibilité pour la classe dominante de lâcher des petits riens afin de calmer le jeu et reprendre le budget de super austérité là où on l'avait laissé. Partout fleurissent des revendications où les jeunes demandent que l'on prenne sur le budget de la guerre pour donner des moyens à l'éducation. On voit fleurir des slogans comme : « *Les riches veulent la guerre, la jeunesse veut un avenir.* ». Même les organisations syndicales ne peuvent garantir le « retour au calme », c'est-à-dire la fin de la mobilisation. Reste donc uniquement la répression, et, ici et là, des fermetures de lycées sont aussi, quelque part, de la répression.

La police est peut-être le dernier rempart du pouvoir macroniste à bout de souffle, en tout cas, elle en est persuadée, d'où les exactions et le nombre croissant de flics les assumant. Evidemment, cela s'accompagne d'une tentative de décrédibilisation, c'est le travail des véhicules de l'idéologie dominante, les *media* nous expliquant que c'est le chaos à cause des casseurs, « oubliant » de renseigner les derniers auditeurs qui ne les ont pas quittés sur les revendications lycéennes ou encore les violences policières. Evidemment, pas question de parler des provocateurs, flic en civil ou, parfois, gamins désœuvrés appointés ou idiots utiles. C'est aussi vieux que la société de classe, mais, pour nos BFM, LCI, France-Info et cie, ça n'existe pas.

Pourtant, nous dit cet épisode, ça ne fonctionne pas. Les *media* ne peuvent plus complètement passer sous silence les violences policières, s'ils ont peu relayé la déclaration de Nuñez « *Je n'ai pas à présenter des excuses* » à propos des lycéens mutilés, ils sont tous obligés d'évoquer la décision du 7 octobre du ministre de suspendre l'emploi par la police des grenades assourdissantes, est un aveu du locataire de la place Beauvau et une manière d'obligation pour les « journalistes » d'expliquer pourquoi il est obligé de prendre cette décision.

En outre, si violente soit-elle, la répression policière ne fait pas reculer les lycéens, qui, parfois, n'hésitent pas à affronter les nervis du Grand Capital. A propos de la répression à Toulouse, notamment des lycéens de Déodat de Séverac, l'ancien premier lycée technique de la ville rose, *La Cause du Peuple* écrit ceci : « *La brutalité de la police n'a cependant pas entamé la détermination des lycéens, qui sont bien décidés à reprendre le mouvement une fois le week-end achevé. La jeunesse a pu voir face à elle un Etat qui n'hésite pas à mettre les grands moyens quasi-militaires pour les réprimer qu'écouter leurs revendications. Elle a vu ses chiens de garde se féliciter d'éborgner des jeunes et s'amuser de leur infliger de la souffrance. A Déodat-de-Séverac, la ligne de démarcation est désormais bien tracée entre le peuple et ses ennemis, mais également beaucoup a été appris par les lycéens, qui constatent de jour en jour la véritable nature de l'État bourgeois, mais surtout leur force et leur nécessité de s'organiser.* ».

La « réponse » du premier ministre Lecornu

Avec beaucoup de tambours et trompettes, Lecornu puis le ministre Geffray ont annoncé, par voie de presse les consignes adressées aux chefs d'établissement, afin d'organiser à la fois la reprise des cours et des procédures soi-disant démocratiques. C'est assez confus, on y comprend que des heures de cours seraient banalisées pour réunir l'ensemble des élèves et personnels, mais d'autres heures ne seraient pas banalisées. C'est une manière de dire aux proviseurs : « *Débrouillez-vous* », assez ridicule. Notons, la manière est la même depuis Blanquer. Les proviseurs en question n'auront pas de circulaire, ils sont informés par la presse, en même temps que tout le monde. Cette méthode avait fait dire à une directrice académique (cheffe des services de l'éducation nationale dans un département) aux représentants du personnel, après un spectacle de Blanquer dans l'île d'Ibiza : « *Je suis informée en même temps que vous, par la presse* ».

Le ministre veut organiser des temps de "démocratie interne". Laisée aux proviseurs réprimant le mouvement, cette pseudo-démocratie pourrait être une excuse pour le ministre tremblant devant la mobilisation pour espérer qu'elle se calme. En réalité, ce n'est même pas cela. Les premiers échos, et c'était fortement prévisible, montrent que les proviseurs ne feront pas grand-chose, éventuellement réunir les CVL (Conseil de la Vie Lycéenne), une instance consultative ou siègent quelques lycéens. Et ce d'autant plus que le SNPDEN-UNSA, principal syndicat représentatif des chefs d'établissement est fort en colère. Son communiqué daté du 7 octobre, titrait « *La situation est intolérable et ce n'est tout simplement pas possible !* », dit notamment : « *Les annonces de ce jour, par le Premier ministre à l'Assemblée nationale, sur la banalisation de cours au profit d'échange avec les élèves sont irréalisables et irresponsables. Une déclaration ne vaut pas un texte réglementaire. Nous, personnels de direction, réaffirmons donc que nous sommes les plus à même de définir, dans nos établissements, les conditions d'accueil de nos élèves (reprise partielle des enseignements, passage des cours en distanciel) et le cadre des échanges avec eux. Nous, personnels de direction, refusons de mettre en place une annonce totalement improvisée et ambiguë qui met les établissements et tous les collègues en très grande difficulté.* ». Ils ne veulent ni rouvrir les lycées fermés, ni mettre en place la pantalonnade du ministre et de Lecornu. En réalité les annonces

de Lecornu et Geffray ont un seul destinataire : les *media*, dont le rôle est désormais de répandre *urbi et orbi* l'idée, que le ministre lance le dialogue, et, éventuellement, si ça ne fonctionne pas, ce ne sera pas de sa faute. Le SNES-FSU, un syndicat institutionnel, le principal représentant des enseignants du secondaire, qu'on ne saurait considérer comme une organisation dangereusement révolutionnaire, élève également le ton à propos de ces annonces : « *Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, et le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, demandent aux directions des lycées de réunir les équipes et les élèves pour préparer la reprise des cours alors même qu'aucune réponse satisfaisante n'a été apportée aux élèves. Les personnels n'ont pas à endosser la responsabilité du gouvernement qui se refuse de répondre aux revendications de la jeunesse ! Le SNES-FSU appelle les personnels ne pas participer à ces réunions ou à les transformer en AG.* » La CGT Educ'Action, qui syndique les personnels de l'éducation nationale est tout aussi en colère : « *La réponse Lecornu, sous forme de pseudo-concertation dans les établissements, est indigne de l'ampleur de cette mobilisation exemplaire. Un nouveau signe de mépris gouvernemental à l'égard du mouvement social.* ». Enfin, la Fédération Syndicale Étudiante (FSE), le syndicat étudiant de lutte des classes, répond fermement au ministre : « *Nous n'avons pas besoin de démocratie, nous savons ce que nous voulons, les revendications sont claires : prenons des milliards à l'armée pour donner des milliards à l'éducation ! Rien ne se calmera tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction.* ». Tout le monde a donc bien compris, cette annonce ne correspond pas au réel, n'est même pas une diversion ni une tentative d'enfermer les lycéens dans des réunions locales sans perspective, mais simplement une consigne donnée aux *media* et rien de tout cela ne se mettra en place, puisque la lutte va continuer de plus belle.

Le discours des syndicats : le vent tournerait-il ?

Les directions syndicales, semble-t-il, commencent à prendre la mesure de l'importance de la mobilisation, à cause de la journée du 6 octobre. La veille le lundi 5, nous avons l'annonce de cinq confédérations (CGT, CFDT, FO, UNSA et FSU) d'une journée de grève et manifestation contre le budget de Lecornu le 5 novembre prochain, autant dire, dans une situation aussi tendue, aux calendes grecques. Ce choix de date est suffisamment lointain pour que ceux qui la promeuvent puissent penser être débarrassé du mouvement de la jeunesse à ce moment-là. La même méthode pour la casse du mouvement social commencé le 10 septembre 2025, à l'automne de l'année dernière. Alors que n'importe quel syndicaliste de lutte des classes ne peut penser qu'une chose, la grève ce doit être maintenant, en convergence avec la jeunesse, les bureaucrates dirigeant les organisations syndicales assurent qu'il est urgent d'attendre.

La CGT est partie prenante de ce processus. Pire, après les annonces des « cinq chantiers » par Lecornu, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a une réaction totalement à côté du réel. BFM commente ainsi sa déclaration sur TF1 ; au lendemain de la lettre écrite par le premier ministre qui met sur la table « une feuille de route avec cinq chantiers », Sophie Binet estime : « *Il était temps, mais il a dix jours de retard* », et poursuit : « *On ne décrète pas le retour au calme depuis sa tour d'argent, on le permet en répondant aux revendications et en mettant les moyens sur la table. Dans ce courrier, il y a plusieurs choses importantes* », reconnaît-elle.

Et puis, arrive la journée du 6, et, le soir, la réaction de la CGT et d'autres syndicats est d'une toute autre teneur. Après l'inévitable et rituel appel au gouvernement à changer de cap, ou écouter la colère, ou satisfaire les revendications, appels jamais entendus, mais systématiquement renouvelés, on sent qu'il est impossible de ne pas être dans la poursuite de la lutte : « *La CGT appelle ses forces militantes à rester aux côtés de la jeunesse et à organiser des Assemblées Générales sur les lieux de travail pour exprimer les revendications et multiplier les mobilisations notamment sur les salaires. Jeudi 8 octobre, nous serons de nouveau mobilisés avec les lycéens et les étudiants.* ».

Le même soir, l'Union Syndicale Solidaires est aussi claire sur l'implication du syndicat dans la poursuite de la lutte des lycéens et étudiants : « *Les organisations lycéennes et étudiantes dont Solidaires étudiants appellent à une nouvelle journée de mobilisation nationale le 08 octobre. L'Union syndicale soutient cet appel et appelle ses militants à rejoindre et protéger les cortèges. L'Union syndicale Solidaires réunira dès demain son Comité national. Le mouvement social en cours, son amplification et la construction des convergences en seront le principal ordre du jour.* ». Le communiqué, notons le va plus loin que celui de la CGT puisqu'il évoque la construction des convergences.

La FNEC-FO (fédération de l'enseignement et la culture) n'est pas en reste : « *La FNEC FP-FO a pris connaissance de l'appel de l'Union syndicale lycéenne et de l'Union étudiante à une nouvelle journée de mobilisation jeudi 8 octobre. Nous en serons ! Elle appelle l'ensemble des personnels à se réunir en assemblée générale dès demain et à décider la grève pour gagner sur l'ensemble de nos revendications. Les lycéens et lycéennes ont ouvert une brèche ! Engouffrons-nous dedans !* ».

Le SNES-FSU, nous l'avons évoqué plus haut, est décidément en verve : « *Le SNES-FSU appelle à poursuivre et à amplifier la mobilisation par la manifestation et la grève en étant aux côtés des lycéens pour leur nouvelle mobilisation le jeudi 8 octobre. Le SNES-FSU réunit ses instances mercredi 7 octobre après-midi pour décider*

des modalités d'action la semaine prochaine, notamment avec un temps fort éducation nationale. ». Si l'on comprend bien, le SNES devrait proposer une journée de grève des enseignants du secondaire la semaine prochaine.

La CGT Educ'Action a une réaction beaucoup plus musclée que sa direction confédérale : « La CGT Educ'action appelle à ne pas participer à la reprise proposée par le gouvernement et ces pseudo-temps de démocratie interne. Elle appelle tous les personnels à rejoindre les AG sur leurs lieux de travail pour discuter de la reconduction des grèves dès maintenant. Elle appelle également à rejoindre et soutenir les mobilisations et actions lycéennes du jeudi 8 octobre, par la grève. ».

En conclusion

Certaines directions syndicales, semble-t-il, notamment dans l'éducation, seraient en train de prendre conscience que le mouvement est suivi et, surtout, qu'il va s'ancrer dans la durée. Solidaires évoque la convergence des luttes, la FNEC-FO parle de s'engouffrer dans la brèche, la CGT Educ'Action de discuter de la reconduction des grèves dès maintenant. Certains donc commencent à penser qu'il faut élargir ladite brèche avec les luttes des travailleurs et, surtout, que c'est maintenant l'urgence et pas le 5 novembre. Ce n'est pas encore le bon rythme, mais on s'en approche. La question se pose de la faible participation des enseignants aux journées de lutte, pourtant leurs revendications sont souvent identiques à celles des lycéens, et la possibilité d'une victoire, en cas de convergence, est non négligeable. Les organisations syndicales doivent la prendre à bras-le-corps. Peut-être sont-ils en train d'en prendre conscience.

Bien entendu, le Parti Révolutionnaire Communistes soutient la juste lutte des lycéens et des étudiants pour une autre École où ils puissent s'épanouir et cheminer vers leur émancipation. Il soutient cette lutte éveillant leurs consciences sur la réalité du système capitaliste à son stade impérialiste, réalité qu'ils ont face à eux avec la police, ces chiens qu'ont leur lâche dessus, avec ce gouvernement refusant de discuter, avec ces *chiens de garde* ne parlant jamais de leurs revendications.

Il soutient aussi tout ce qui contribuera à la convergence des luttes, à la construction, aux côtés de la lutte de la jeunesse, de la grève durable des travailleurs, pour mettre à la poubelle le budget de Lecomte et renverser le capitalisme.